L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 10 FEVRIER 1882. 55me Année.

Dufour, Dossat & Cie., Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post office at New Orleans, La. as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS
VENDREDI 10 FEVRIER 1882.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

VENTES A L'ENCAN.

Par H. Stern & Co, dans leurs salles d'encan No 35 rue de Chartres, bottes, souliers et bradequins.

Weis, Weis, Weis—Voyez l'annonce de D. E. Murphy, encanteur.

Les signaux électriques.

Nous avons dans notre numéro d'hier, dit quelques mots sur la proposition faite par le général Hazen d'établir des bureaux de signaux dans chaque Etat, et de mettre ces bureaux en communication constante avec le bureau central, complétant ainsi un système dont les avantages sont généralement admis. Nous revenons aujourd'hui sur cet important sujet, qui n'a reçu ici qu'une exécution partielle. Notre intention est de résumer, aussi brièvement que possible, les avantages que tirent les différents Etats de l'Europe de l'établissement de nombreux bureaux de signaux s'échangeant le résultat de leurs observations sur l'état atmosphérique.

Chaque jour, et souvent plusieurs fois dans la même journée, on affiche, dans les gares de chemins de fer, des cartes au moyen desquelles le voyageur peut se rendre compte, au moment du départ, de la nature de la traversée qu'il aura à affronter. Le service des signaux a, dans chaque capitale, un bureau central, recevant chaque jour, par télégrammes, les observations de 120 stations réparties depuis l'extrême nord de la Norvège jusqu'aux confins de l'Algérie, depuis Moscou jusqu'à l'Ile Madère. Ces observations enregistrent la pression atmosphérique, la température, l'humidité, la direction et la force du vent, l'état du ciel et de la mer. Une carte est immédiatement dressée pour montrer la distribution de sa pression atmosphérique sur la surface de l'Europe. En suivant les courbes de la pression barométrique, on peut prévoir les changements qui surviendront dans les 24 heures. La carte des courbes est celle qui sert à la prédiction du temps.

Grâce aux observations recueillies par les bureaux des signaux, la science météréologique a fait de grands progrès. On a étudié et on a découvert les lois des tourbillons atmosphériques et on a observé certaines particularités sur leur marche et sur leur étendue; mais sous ce rapport, les observations sont incomplètes, et la science n'a encore les éléments de cette étude que dans certaines régions du globe où se trouvent établies les bureaux des signaux. On a remarqué que les trajectoires des cyclones parcourent de l'Amérique, passent au nord des îles britanniques et souvent aussi sur la Manche, au nord des côtes de France. Les observateurs de la côte Atlantique des Etats-Unis sont avertis du départ des bourrasques qui traversent l'Océan avant d'atteindre l'Europe. Il n'y a aucun moyen, sur les côtes de l'Europe, de prédire l'arrivée des bourrasques; tous les renseignements arrivent d'Amérique. On a remarqué que les cyclones traversent lentement l'Atlantique; leur vitesse ne dépasse pas celle d'un steamer rapide.

Supposons, dit une revue scientifique, qu'une bourrasque marchant avec une vitesse de 50 kilomètres à l'heure, aborde la côte d'Irlande, en se dirigeant vers la Bretagne, et que Brest soit plus particulièrement menacé; en admettant que la tempête se fasse déjà sentir au sud-ouest de l'Irlande, à huit heures du matin, elle mettra douze heures pour parcourir les 600 kilomètres qui séparent Valentia de Brest; elle n'atteindra donc la Bretagne que vers huit heures du soir. Les signaux de précautions étant hissés vers une heure du soir, c'est donc sept heures au moins que les marins peuvent utiliser comme un danger menaçant.

Nous avons dit que la plupart des cyclones qui s'abattent sur l'Europe, viennent d'Amérique; cela tient à la prévalence des vents d'ouest dans les climats européens. On peut dire que, les trois quarts du temps, c'est d'Amérique que vient le temps qu'il fait de l'autre côté de l'Atlantique.

C'est à l'aide de la télégraphie électrique qu'on a pu organiser, en Europe, les services météorologiques, tels qu'ils le sont aujourd'hui.

Si l'Amérique est le centre où se forment ces cyclones qui, traversant la mer, vont porter la désolation en Europe, elle est aussi, plus encore que les contrées éloignées, exposée à leurs terribles effets. Voilà pourquoi elle a tout intérêt à multiplier ses bureaux des signaux. Il n'est pas d'année que nous n'ayons à signaler la marche désastreuse de ces phénomènes atmosphériques. Souvent, ils sont d'avance signalés; c'est quand leur point de formation et de départ se trouve sur la ligne d'un bureau des signaux. Quelque fois, ils ont parcouru de grandes distances avant de se manifester soudainement aux préposés à ces bureaux, et, quelle que soit la diligence de ces derniers à en transmettre la nouvelle au bureau central, la tempête a surpris ou ravagé de vastes régions, ou porté la dévastation dans nos ports.

Au point de vue de l'avancement de la science météorologique, comme à celui de la protection des intérêts menacés, l'établissement de nombreux bureaux des signaux est aujourd'hui une nécessité démontrée. L'Europe l'a compris tout d'abord, et le système qu'elle a adopté répond à cette double exigence. Les observations faites par les savants, à l'aide des indications journalières fournies par ces bureaux, révèlent l'importance qu'ils y attachent. De l'ensemble de ces faits recueillis par la science, peut-être arrivera-t-il un système à peu près complet sur les causes des variations atmosphériques, connus, jusqu'ici, inconnues.

En outre des avantages que nous venons d'indiquer comparativement, on sait que les chemins de fer ont des bureaux de signaux destinés à prévenir les signalleurs. On a vu des postes et les signalleurs pouvant manœuvrer, à d'assez grandes distances, les signaux par des fils et les signalles par des triangles. Cette concentration de lumière a été le premier pas; le dernier a été la solidarité mécaniquement établie entre le mouvement des signalles et les mouvements des signaux.

Il tient cela a été obtenu grâce au télégraphe électrique. Si les tempêtes qui nous font l'Europe lui viennent d'Amérique, c'est l'Amérique aussi qui a inventé la merveille au moyen de laquelle la distance est supprimée, et qui annonce, instantanément, à l'Europe, le danger dont elle est menacée.

Le Treasury Department, à Washington, a eu l'obligeance de nous adresser hier, le "rapport annuel du chef du bureau des statistiques sur le commerce des Etats-Unis à l'étranger, dans l'année fiscale expirée le 30 juin 1881", et le rapport du chef du bureau des statistiques sur les importations, les exportations, l'immigration et la navigation aux Etats-Unis, dans les trois mois expirés le 30 septembre 1881."

Nous continuerons, demain, la publication d'articles de journaux de France sur la crise de la Bourse de Paris.

Les lecteurs trouveront, ce matin, dans nos colonnes, tout ce que l'espace nous a permis d'insérer.

La crise de Bourse à Paris.

Un jour, un seul jour a suffi pour renverser de fond en comble un système qu'une nouvelle école de spéculateurs a cru pouvoir implanter et maintenir à la Bourse, contrairement à tous les principes financiers.

Depuis le mois de juillet dernier, nous avons constamment signalé à cette spéculation les périls auxquels elle s'exposait et ne tenant compte ni du revenu des valeurs, ni de la charté des reports, nous disions que si elle persistait dans cette voie néfaste, il pourrait bien se présenter un moment où même avec les plus grands sacrifices toute liquidation deviendrait encore impossible, du moins désastreuses.

Ce moment prévu par nous paraît arrivé. Dès lundi dernier il était visible que la Bourse était en détresse, bien qu'il ne s'agissait encore que d'une liquidation de quinzaine. Qu'arrivera-t-il donc, se demandait-on avec anxiété, à la fin du mois?

On pourrait être tenté de dire que ffs menaces méritent le sort qui les atteint, et si à la ruine de la plupart d'entre eux devait se fermer le mal dont ils sont l'unique cause, nous n'aurions aucune envie de les plaindre; malheureusement, il n'en est pas ainsi.

La passion du jeu de Bourse s'est propagée avec une rapidité vertigineuse dans toutes les classes de la société, les femmes même s'en sont mêlées; il n'est pas de famille qui ne soit en deuil ou dans les transes ou dans les larmes. La leçon est bien rude, nous le reconnaissons; espérons qu'elle sera salutaire.

Il est bon que chacun sache que les opérations de Bourse n'ont absolument rien de commun ni avec le banquier, ni avec la roulette ou le 30 et 40; les jeux ruinants seuls s'imaginent qu'il suffit d'aller à la Bourse acheter une valeur quelconque n'importe à quel prix et d'avoir la certitude de faire un bénéfice.

Il faut qu'ils sachent, ces néophytes de l'Ecole la plus coupable, que toute opération de Bourse ou de commerce doit être basée sur la valeur réelle de la marchandise équilibrée avec le taux de l'escompte et celui des reports, le reste n'est que fantaisie, illusion ou chimère.

Nous avons la ferme conviction que la crise n'atteindra aucune des valeurs qui ont pour base des revenus réels, et qu'il se bornera aux nouvelles créations qui ont été acceptées avec une trop grande complaisance par un public trop porté à se laisser conduire par des meneurs ou des intermédiaires qui n'entrevoyaient que des courtages à gagner. Nous espérons même que sous peu l'équilibre sera rétabli et que chaque titre aura été ramené par la force des choses à son prix réel. Mais il ne faudrait pas recommencer si nous voulons éviter un effondrement complet.

Tout en étant partisan absolu de la liberté des transactions, nous croyons cependant que le gouvernement peut et doit intervenir, non pas pour s'immiscer dans le règlement et le mode des transactions, mais bien pour déclarer qu'il va, dans le plus bref délai, présenter une loi pour rectifier l'article 1965 du Code civil et faire rentrer dans le droit commun toutes les opérations faites à terme à la Bourse, qu'il s'agisse de marchandises ou de fonds publics.

Il est certain également que le temps matériel manque aux opérations de la Bourse, il n'est pas possible aux agens d'exécuter de midi et demi à trois heures les ordres qui arrivent de l'univers entier, surtout les jours de liquidation. Les règlements de la Chambre syndicale sont encore ceux de 1817, époque à laquelle il n'y avait de courrier que deux fois par semaine, et une quantité de valeurs tellement inférieure à celle que nous possédons aujourd'hui qu'il n'y a aucune comparaison possible.

Nous ne terminerons pas sans protester à l'avance contre toutes les insinuations qui seront mises en circulation pour justifier ceux qui sont les véritables auteurs de la situation fâcheuse dans laquelle nous nous trouvons momentanément placés. Non, ce ne sont ni la Banque de France ni les banquiers, ni les institutions de crédit, et encore moins le gouvernement, qui ont contribué en quoi que ce soit à la folle qui depuis un an règne dans les cerveaux des spéculateurs.

La Banque en élevant le taux des prêts sur titres, les banquiers et les institutions de crédit, en exigeant un prix plus élevé sur les reports, le gouvernement, en se refusant à intervenir dans les négociations de la Bourse, avaient donné chacun à la spéculation un avertissement dont elle aurait dû tenir compte; ne l'ayant pas fait, elle s'est trouvée acculée, le crédit a manqué comme il fallait s'y attendre, et les spéculateurs n'ont le droit d'accuser personne, si ce n'est eux-mêmes.

(*Le Journal des Débats* du 20 janvier.)

La semaine dernière a tristement fini; la crise qui devait résulter tôt ou tard de la fièvre de spéculation qui avait atteint Lyon et Paris a éclaté, et en un instant la Bourse a présenté le spectacle lamentable d'un champ de bataille labouré par la mitraille et couvert de morts et de mourants.

Sans que rien d'apparent ait motivé ce cataclysme, ni dans les événements politiques ni ailleurs, sans inondations, tremblements de terre ni invasion, on nous a prévenus, du jour au lendemain, que la fortune de la France avait diminué de cinq milliards!

Le mot n'est pas un habitué de la Bourse et n'en connaît pas les détours. Mais son bon sens lui suffit pour l'empêcher de croire le mal aussi grave. La fortune réelle de la France n'a pas changé depuis huit jours; nos champs, nos vignes, nos bois, nos usines, notre commerce et notre industrie n'ont éprouvé aucune secousse; il y a autant d'argent aujourd'hui qu'hier en France.

Parmi les joueurs qui se livraient, dans le temple grec de la place de la Bourse, à une colossale partie de bascule, les uns ont perdu des millions, les autres les ont gagnés; les cocodettes qui tripotaient avec acharnement depuis quelques mois, chez le pâtissier et ailleurs, ont bu un bouillon salutaire; c'est une dure leçon pour les naïfs qui avaient entendu de l'oreiller sur un coup de dé, et qui appesantit, à toute dépense, que le travail et l'épargne sont les seules sources légitimes et sûres d'une honnête aisance. Beaucoup de coudoirs et de valets de pied, entraînés par l'exemple d'en haut, ont attrapé une "culotte énorme", pour employer l'argot des cercles.

C'est surtout dans cette classe intéressante que se rencontrent les gogos qui portent ingénument leurs économies bien ou mal acquises au "Crédit maritime bavarois" ou à la "Banque hypothécaire du Fonta-Djallon!" mais les entreprises ne perdront rien, et l'argent, diligemment averti, reviendra aux affaires solides, à celles qui reposent sur des bases régulières et rapidement des revenus réels.

Le mal certain également que le temps matériel manque aux opérations de la Bourse, il n'est pas possible aux agens d'exécuter de midi et demi à trois heures les ordres qui arrivent de l'univers entier, surtout les jours de liquidation. Les règlements de la Chambre syndicale sont encore ceux de 1817, époque à laquelle il n'y avait de courrier que deux fois par semaine, et une quantité de valeurs tellement inférieure à celle que nous possédons aujourd'hui qu'il n'y a aucune comparaison possible.

Nous ne terminerons pas sans protester à l'avance contre toutes les insinuations qui seront mises en circulation pour justifier ceux qui sont les véritables auteurs de la situation fâcheuse dans laquelle nous nous trouvons momentanément placés. Non, ce ne sont ni la Banque de France ni les banquiers, ni les institutions de crédit, et encore moins le gouvernement, qui ont contribué en quoi que ce soit à la folle qui depuis un an règne dans les cerveaux des spéculateurs.

La Banque en élevant le taux des prêts sur titres, les banquiers et les institutions de crédit, en exigeant un prix plus élevé sur les reports, le gouvernement, en se refusant à intervenir dans les négociations de la Bourse, avaient donné chacun à la spéculation un avertissement dont elle aurait dû tenir compte; ne l'ayant pas fait, elle s'est trouvée acculée, le crédit a manqué comme il fallait s'y attendre, et les spéculateurs n'ont le droit d'accuser personne, si ce n'est eux-mêmes.

(*Le Journal des Débats* du 20 janvier.)

La semaine dernière a tristement fini; la crise qui devait résulter tôt ou tard de la fièvre de spéculation qui avait atteint Lyon et Paris a éclaté, et en un instant la Bourse a présenté le spectacle lamentable d'un champ de bataille labouré par la mitraille et couvert de morts et de mourants.

Sans que rien d'apparent ait motivé ce cataclysme, ni dans les événements politiques ni ailleurs, sans inondations, tremblements de terre ni invasion, on nous a prévenus, du jour au lendemain, que la fortune de la France avait diminué de cinq milliards!

Le mot n'est pas un habitué de la Bourse et n'en connaît pas les détours. Mais son bon sens lui suffit pour l'empêcher de croire le mal aussi grave. La fortune réelle de la France n'a pas changé depuis huit jours; nos champs, nos vignes, nos bois, nos usines, notre commerce et notre industrie n'ont éprouvé aucune secousse; il y a autant d'argent aujourd'hui qu'hier en France.

Parmi les joueurs qui se livraient, dans le temple grec de la place de la Bourse, à une colossale partie de bascule, les uns ont perdu des millions, les autres les ont gagnés; les cocodettes qui tripotaient avec acharnement depuis quelques mois, chez le pâtissier et ailleurs, ont bu un bouillon salutaire; c'est une dure leçon pour les naïfs qui avaient entendu de l'oreiller sur un coup de dé, et qui appesantit, à toute dépense, que le travail et l'épargne sont les seules sources légitimes et sûres d'une honnête aisance. Beaucoup de coudoirs et de valets de pied, entraînés par l'exemple d'en haut, ont attrapé une "culotte énorme", pour employer l'argot des cercles.

C'est surtout dans cette classe intéressante que se rencontrent les gogos qui portent ingénument leurs économies bien ou mal acquises au "Crédit maritime bavarois" ou à la "Banque hypothécaire du Fonta-Djallon!" mais les entreprises ne perdront rien, et l'argent, diligemment averti, reviendra aux affaires solides, à celles qui reposent sur des bases régulières et rapidement des revenus réels.

Il est certain également que le temps matériel manque aux opérations de la Bourse, il n'est pas possible aux agens d'exécuter de midi et demi à trois heures les ordres qui arrivent de l'univers entier, surtout les jours de liquidation. Les règlements de la Chambre syndicale sont encore ceux de 1817, époque à laquelle il n'y avait de courrier que deux fois par semaine, et une quantité de valeurs tellement inférieure à celle que nous possédons aujourd'hui qu'il n'y a aucune comparaison possible.

Nous ne terminerons pas sans protester à l'avance contre toutes les insinuations qui seront mises en circulation pour justifier ceux qui sont les véritables auteurs de la situation fâcheuse dans laquelle nous nous trouvons momentanément placés. Non, ce ne sont ni la Banque de France ni les banquiers, ni les institutions de crédit, et encore moins le gouvernement, qui ont contribué en quoi que ce soit à la folle qui depuis un an règne dans les cerveaux des spéculateurs.

La Banque en élevant le taux des prêts sur titres, les banquiers et les institutions de crédit, en exigeant un prix plus élevé sur les reports, le gouvernement, en se refusant à intervenir dans les négociations de la Bourse, avaient donné chacun à la spéculation un avertissement dont elle aurait dû tenir compte; ne l'ayant pas fait, elle s'est trouvée acculée, le crédit a manqué comme il fallait s'y attendre, et les spéculateurs n'ont le droit d'accuser personne, si ce n'est eux-mêmes.

(*Le Journal des Débats* du 20 janvier.)